

Rapport annuel

au 28 juin 2024

LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO

Part ID, Part R, Part I, Part GP

FORME JURIDIQUE DE L'OPC

FCP de droit français

CLASSIFICATION

Actions internationales

Document public

LBP AM - 36, Quai Henri IV - 75004 Paris

LBP AM est une société de gestion agréée auprès de l'AMF sous le n° GP-20000031 SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 12 138 931,20 euros – 879 553 857 RCS Paris

Sommaire

Orientation des placements

Rapport de gestion

Comptes annuels

Bilan actif

Bilan passif

Hors bilan

Compte de résultat

Annexes

Certification du contrôleur légal des comptes

Orientation des placements

CLASSIFICATION

Actions des pays de la zone euro.

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de gestion du FCP est double:

- chercher à obtenir, sur la durée de placement recommandée de 5 ans minimum, une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice MSCI EMU High Dividend (dividendes inclus), tout en cherchant à respecter un écart de suivi de 4 % maximum sur un horizon annuel; et
- mettre en œuvre une stratégie d'investissement socialement responsable (ISR).

INDICATEUR DE RÉFÉRENCE

La construction du portefeuille est réalisée selon une approche systématique, visant à surperformer l'indice de référence MSCI EMU High Dividend sous contrainte d'une Tracking error ex ante (risque d'écart de performance entre le portefeuille et l'indice de référence, estimé par un modèle de risque), dans une fourchette de 0 % à 4 % en conditions normales de marché.

L'indice MSCI EMU (Union économique et monétaire européenne) High Dividend est représentatif des valeurs de la zone euro avec des revenus de dividendes et des caractéristiques de qualité plus élevés que la moyenne de l'indice parent basé sur le MSCI EMU. L'indice présenté est consultable dans <u>www.msci.com</u>.

L'indicateur de référence est utilisé par le FCP au sens du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil.

L'administrateur de l'indice de référence est MSCI. L'administrateur de l'indice de référence est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indice de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet suivant www.msci.com.

Conformément au Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la société de gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de ces indices.

Le FCP n'étant pas indiciel, sa performance pourra s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence, en fonction des choix de gestion qui auront été opérés avec comme objectif un écart de suivi de 4 % maximum par rapport à l'indice sur un horizon annuel.



STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Le choix des titres se fait en deux étapes: la première consiste à analyser un univers de valeurs (ci-après, l'« **Univers d'Analyse** ») à partir de critères d'investissement socialement responsables (ISR), afin de déterminer, après élimination de 20% des valeurs de l'Univers d'Analyse (comprenant les deux filtres suivants: comité d'exclusion et note quantitative), la note moyenne ISR que le FCP devra dépasser (ci-après la « **Note Moyenne Améliorée** »), et la seconde vise à sélectionner les titres, dont certains pourraient ne pas être inclus dans l'Univers d'Analyse mais respecteraient néanmoins les contraintes du Label ISR.

- 1. L'Univers d'Analyse, constitué des valeurs qui composent l'indice MSCI EMU Net Return EUR¹, est analysé à partir de critères d'investissement socialement responsable (ISR), afin d'identifier les entreprises ayant les meilleures pratiques en matière de développement durable selon l'analyse de la Société de Gestion, et ainsi de déterminer la Note Moyenne Améliorée. Cette analyse se fonde sur un outil propriétaire multi-source de notation extra-financière développé en interne. La notation extra-financière des émetteurs, qui s'applique à l'ensemble des classes d'actifs, repose sur 4 piliers permettant une analyse pragmatique et différenciante:
 - La gouvernance responsable: ce pilier a notamment pour objectif d'évaluer l'organisation et l'efficacité des pouvoirs au sein de chaque émetteur (par exemple, pour des entreprises: évaluer l'équilibre des pouvoirs, la rémunération des dirigeants, l'éthique des affaires ou encore les pratiques fiscales);
 - La gestion durable des ressources: ce pilier permet par exemple d'étudier pour chaque émetteur les impacts environnementaux et le capital humain (par exemple, qualité des conditions de travail, gestion des relations avec les fournisseurs);
 - La transition économique et énergétique: ce pilier permet par exemple d'évaluer pour chaque émetteur sa stratégie en faveur de la transition énergétique (par exemple, démarche de réduction des gaz à effet de serre, réponse aux enjeux de long terme);
 - Le développement des territoires: ce pilier permet par exemple d'analyser pour chaque émetteur sa stratégie en matière d'accès aux services de base.

Plusieurs critères sont identifiés pour chaque pilier et suivis par le biais d'indicateurs collectés auprès d'agences de notation extra-financières.

La méthodologie mise en place par la Société de Gestion permet de réduire les biais, notamment capitalistiques ou sectoriels, qui seraient de nature à pouvoir améliorer artificiellement la note par le jeu de décisions d'allocations. L'analyse réalisée par la Société de Gestion est dépendante de la qualité des informations collectées et de la transparence des émetteurs considérés.

La liste d'exclusions de la Société de Gestion sert de second filtre. En effet, un comité d'exclusion, propre à la Société de Gestion, établit une liste d'exclusions après analyse des controverses ou allégations ESG, définies notamment comme des violations sévères, systématiques et sans mesures correctives des droits ou des atteintes en matière ESG. La liste d'exclusions inclut également certains émetteurs appartenant à des secteurs controversés comme par exemple le tabac, les jeux d'argent et le charbon, selon les critères définis par la Société de Gestion.

In fine, la Société de Gestion reste seule juge de l'opportunité d'un investissement et de la qualité extra-financière de l'émetteur, qui est exprimée selon une note finale comprise entre 1 et 10 – la note ISR de 1 représentant une forte qualité extra-financière et celle de 10 une faible qualité extra-financière.

La construction du portefeuille permet ainsi d'obtenir une Note Moyenne Améliorée, note moyenne ISR du portefeuille meilleure que la note moyenne ISR de l'Univers d'Analyse après élimination de 20% des valeurs en conformité avec le label ISR (comprenant les deux filtres suivants: comité d'exclusion et note quantitative). Toutes les valeurs de l'Univers d'Analyse (hors valeurs interdites, validées par le comité d'exclusion) sont donc éligibles au FCP, à condition que la note moyenne extra-financière du FCP respecte la condition ci-dessus. Avec cette approche en amélioration de note qui correspond à une intégration ESG avec un engagement significatif dans la gestion, la Société de Gestion met en place la stratégie ISR du portefeuille.

Conformément au Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.



L'indice MSCI EMU (European Economic and Monetary Union) représente les sociétés de large et moyenne capitalisation des 10 pays développés de l'Union économique et monétaire européenne. Il couvre environ 85 % de la capitalisation boursière flottante de l'Union économique et monétaire européenne. L'indice MSCI EMU inclut les dividendes détachés par les actions qui le composent. L'indice MSCI EMU dividendes nets réinvestis est calculé et publié par son administrateur Morgan Stanley Capital International. L'indice est utilisé par le FCP au sens du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil. L'administrateur de l'indice de référence est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indice de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet suivant: https://www.msci.com/indexes.

Au terme de cette analyse, la Société de Gestion sélectionne les titres en fonction de leurs caractéristiques financières et extra-financières.

La Société de Gestion sélectionne les titres en fonction de leurs caractéristiques financières selon une approche quantitative. Les décisions d'investissement sont prises par la Société de Gestion, en s'appuyant sur les résultats du modèle quantitatif interne. L'allocation du FCP se base sur différentes stratégies, considérées comme moteurs de performance par la Société de Gestion. Ces moteurs de performance, peu corrélés mais pouvant être mis en œuvre de façon concomitante, sont regroupés au sein de trois grandes familles:

- (i) l'allocation de valeurs, via une approche multi critères visant à privilégier les titres disposant de caractéristiques financières susceptibles de délivrer des performances supérieures sur le long terme selon l'analyse de la Société de Gestion en contrepartie d'un risque plus élevé et étant plus adaptées à l'environnement macro-économique de moyen terme.
 - Ce moteur, fondé sur l'analyse de la Société de Gestion que la préférence des investisseurs pour certains styles explique, pour une large part, la rentabilité relative potentielle d'une valeur, vise à caractériser les valeurs de l'univers d'investissement en fonction de différents styles pré déterminés (ex: *Value, Size, Growth, Momentum, Quality...*). L'exposition à chaque valeur est déterminée en fonction de l'adéquation de ses caractéristiques de styles avec la pondération des styles retenus par la Société de Gestion. La pondération des styles n'est pas fixe et dérive d'un modèle d'aide à la décision qui prend en compte à la fois la dynamique de court terme et de long terme des styles.
- (ii) le niveau d'exposition aux actions; et
- (iii) des stratégies optionnelles.

Les titres sont sélectionnés exclusivement au sein de l'Univers d'Analyse. La Société de Gestion s'assurera que l'Univers d'Analyse retenu constitue un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du FCP.

En tout état de cause, conformément au Label ISR, le portefeuille est constitué en permanence à 90 % de son actif net (calculé sur les titres éligibles à l'analyse extra-financière: actions et titres de créances émis par des émetteurs privés et quasi-publics) de titres ayant fait l'objet d'une analyse extra-financière. Bien que les titres d'États fassent l'objet d'une évaluation ESG, les résultats de l'évaluation ne sont pas pris en compte de manière mesurable dans la stratégie ISR décrite ci-dessus; ces titres d'États peuvent représenter 10 % maximum de l'actif net du FCP. Les investissements dans les titres d'États sont réalisés à partir d'analyses internes de la qualité financière et extra-financière des émetteurs. Celles-ci s'appuient sur des analyses de stratégistes macro-économiques, d'analystes financiers et d'analystes ISR.

En sa qualité de FCP éligible au PEA, le portefeuille est investi au minimum à 75 % en actions (titres vifs) et en parts ou actions d'OPCVM et/ou fonds d'investissement éligibles au PEA.

La liste des actifs permettant de réaliser cette stratégie est décrite ci-dessous.

TECHNIQUES ET INSTRUMENTS UTILISÉS

1. Actifs (hors dérivés intégrés)

Actions

Le FCP investit en permanence au moins 75 % de son actif net dans une sélection d'actions de la zone euro, de moyennes ou grandes capitalisations (respectivement: sociétés dont la capitalisation boursière est supérieure à 5 milliards d'euros au moment de l'achat et sociétés dont la capitalisation boursière est comprise entre 500 millions et 5 milliards d'euros au moment de l'achat), appartenant à l'indice MSCI EMU Net Return EUR suivant la stratégie de gestion décrite ci-dessus. Les petites capitalisations (sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 500 millions d'euros au moment de l'achat), sont autorisées dans la limite de 25 % de l'actif net.

Le FCP pourra investir jusqu'à 20 % dans des certificats (produits ne comprenant pas de dérivés mais répliquant physiquement des paniers d'actions).

■ Titres de créance et instruments du marché monétaire

Le FCP peut investir entre 0 % et 10 % de son actif net, directement ou indirectement via des OPC, sur des titres de créance et autres instruments du marché monétaire, libellés dans une devise d'un pays membre de l'OCDE (titres à taux fixe, taux variable, taux révisable ou indexés). Ces titres sont soit des emprunts gouvernementaux, soit des émissions du secteur privé, sans répartition prédéfinie entre dette publique et dette privée.

Les titres retenus ont une notation minimale BBB-/Baa3 (catégorie « Investment Grade »), en application de la méthode de Bâle (laquelle prévoit qu'en cas de notation du titre par les principales agences existantes (Standard & Poor's, Moody's, Fitch), la note d'agence retenue est (i) la note la plus basse des deux meilleures, si le titre est noté par trois agences au moins; ou (ii) la moins bonne des deux notes, si le titre n'est noté que par deux agences; ou (iii) la note délivrée par l'unique agence qui aura noté le titre, si le titre n'est noté que par une seule agence) ou une notation jugée équivalente par la Société de Gestion, sous réserve de l'éligibilité de l'émetteur au regard de l'analyse interne du profil rendement/risques du titre (rentabilité, crédit, liquidité, maturité).

Le FCP pourra également, dans la limite de 10 % de l'actif net, détenir des titres non notés ou « High Yield » (titres à caractère hautement spéculatif, de notation inférieure à BBB-/Baa3) ou jugée équivalente par la Société de Gestion.

La cession d'un titre de créance ne se fonde pas exclusivement sur le critère de ses notations et repose également sur une analyse interne des risques de crédit et des conditions de marché.

■ Parts ou actions de placements collectifs de droit français, d'autres OPCVM, FIA et fonds d'investissement de droit étranger

Dans la limite de 10 % de l'actif net, le FCP peut également investir en parts ou actions d'OPCVM français ou européens, dans des fonds d'investissement de droit français (comme les fonds professionnels à vocation générale ou les fonds professionnels spécialisés), dans des fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger répondant aux critères prévus aux articles R214-32-42 ou R214-13 du Code monétaire et financier ou de l'article 422-95 du Règlement général de l'AMF, ces OPC pouvant être cotés ou non (tels les ETF ou trackers).

Ces OPC pourront présenter notamment les caractéristiques suivantes:

- OPC monétaires;
- OPC investis dans des instruments de titrisation;
- OPC spécialisés sur des zones géographiques, des secteurs ou des styles de gestion.

Ces OPC peuvent être notamment spécialisés sur les stratégies de gestion auxquelles le FCP n'a pas recours dans le cadre de sa stratégie d'investissement. Cette diversification restera accessoire et a pour but de créer de la valeur ajoutée, dans un cadre de risque maîtrisé.

Le FCP se réserve la possibilité d'acquérir des parts ou actions d'OPC gérés par LBP AM ou une société liée. La sélection d'OPCVM et de fonds d'investissement non gérés par LBP AM ou une société liée repose sur une analyse quantitative des performances passées ainsi que sur une analyse qualitative de leurs processus d'investissement.

S'il ne s'agit pas d'OPC internes, des disparités d'approche sur l'ISR peuvent exister entre celles retenues par la Société de Gestion du FCP et celles adoptées par la société de gestion gérant les OPC externes sélectionnés. Par ailleurs, ces OPC n'auront pas nécessairement une approche ISR. En tout état de cause, la Société de Gestion du FCP privilégiera la sélection d'OPC ayant une démarche ISR compatible avec sa propre philosophie.

2. Instruments dérivés

Les instruments dérivés peuvent être utilisés afin de mettre en œuvre des stratégies de couverture ou d'exposition auxquelles le FCP a recours dans le cadre de sa stratégie d'investissement.

- Futures, options et swaps sur actions ou indices actions (dont dividendes) sur marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, à des fins de couverture ou d'exposition sur les marchés actions.
 - Les futures sur dividendes consistent en un engagement ferme de recevoir ou de verser le taux de dividende moyen associé aux valeurs composant un indice actions en contrepartie d'un prix convenu et à une date future convenue. Dans le cadre de la stratégie d'investissement, ils favorisent la réalisation de l'objectif d'investissement dans la mesure où ils permettent de couvrir le risque que le dividende moyen versé sur un marché soit moins élevé qu'anticipé.
- Futures, options et swaps de change ou sur indice de taux de change sur marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, et change à terme à des fins de couverture ou d'exposition sur les devises.
- Futures, options et swaps de taux ou sur indices de taux sur marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, à des fins de couverture ou d'exposition sur les marchés de taux.

L'ensemble de ces instruments est utilisé par la gestion afin de prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille et/ou de l'exposer aux risques liés aux secteurs d'activités et zones géographiques. Les instruments dérivés sont utilisés de façon discrétionnaire, sans mise en place de stratégies systématiques.

Le risque de change non couvert auquel est exposé l'investisseur est au maximum de 110 % de l'actif net du portefeuille.

La somme de l'exposition sur les marchés résultant de l'utilisation des instruments financiers à terme et des instruments financiers en direct ne pourra excéder 125 % de l'actif (levier net), 200 % de l'actif (levier brut).

Les instruments dérivés sont utilisés de façon totalement discrétionnaire, sans mise en place de stratégies systématiques.

3. Titres intégrant des dérivés

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, le FCP peut également investir, dans la limite de 10 % de l'actif net, dans des titres intégrant des dérivés (bons de souscription, warrants) sur actions.

4. Dépôts d'espèces

Le FCP se réserve la possibilité d'intervenir sur les dépôts, essentiellement à des fins de gestion de sa trésorerie, dans la limite de 25 % de l'actif net.

5. Emprunts d'espèces

Le FCP peut emprunter auprès de son dépositaire, de manière temporaire, jusqu'à 10 % de son actif en espèce pour faire face à des opérations liées à ses flux (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscriptions/rachats...).

6. Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres

Nature des opérations utilisées

Aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, le FCP peut effectuer des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres (des opérations de prises et mises en pension livrées contre espèces, des opérations de prêts et emprunts de titres).

■ Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

Ces opérations ont vocation à assurer l'objectif de gestion et notamment à permettre la saisie d'opportunité sur les marchés en vue d'améliorer la performance du portefeuille, d'optimiser la gestion de la trésorerie ainsi que les revenus du FCP.

Types d'actifs pouvant faire l'objet de ces opérations

Les actifs pouvant faire l'objet de ces opérations sont des titres éligibles à la stratégie d'investissement (actions, titres de créance et instruments des marchés obligataire et monétaire tels que décrits dans la rubrique "Actifs (hors dérivés intégrés)").

Niveau d'utilisation envisagé et autorisé

Le FCP peut intervenir sur des opérations de cession(s) temporaire(s) dans la limite d'une fois l'actif et sur des opérations d'acquisition(s) temporaire(s) dans la limite d'une fois l'actif.

Le niveau d'utilisation envisagé sur les opérations de cession temporaire et sur les opérations d'acquisition temporaire sera, pour chacune d'entre elles, inférieur à 20 % de l'actif net.

Critères déterminant le choix des contreparties

Une procédure de sélection des contreparties avec lesquelles ces opérations sont passées permet de prévenir le risque de conflit d'intérêts lors du recours à ces opérations.

Des informations complémentaires relatives à la procédure de choix des contreparties figurent à la rubrique "frais et commissions".

Les contreparties utilisées dans le cadre d'opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres sont des établissements financiers ayant leur siège social dans l'OCDE et de notation minimale BBB- au moment de l'exécution de la transaction.

Rémunération

Des informations complémentaires figurent à la rubrique "Frais et commissions".

7. Contrats constituant des garanties financières

Le FCP peut, pour la réalisation de son objectif de gestion, recevoir et consentir des garanties financières, en titres ou en espèces, et réinvestir les espèces reçues en garantie uniquement dans des parts ou actions d'OPC monétaires court terme, dans des obligations d'État de haute qualité, dans des prises en pension de titres éligibles à la stratégie d'investissement ou en dépôts auprès d'établissement de crédit.

Les garanties financières reçues respectent les règles suivantes:

- Qualité de crédit des émetteurs: les garanties financières reçues en titres sont soit des obligations d'État de l'OCDE, soit des obligations supranationales, soit des obligations sécurisées (sans limite de maturité);
- Liquidité: les garanties financières reçues autrement qu'en espèces doivent être liquides et négociées à des prix transparents;
- Corrélation: les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie;
- Diversification: le risque de contrepartie dans des transactions de gré à gré ne peut excéder 10 % de l'actif net;
 l'exposition à un émetteur de garantie donné n'excède pas 20 % de l'actif net;
- Conservation: toute garantie financière reçue est détenue auprès du dépositaire du FCP ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle, ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle.

PROFIL DE RISQUE

Le FCP relève de la classification « Actions de la zone euro ». De ce fait, il comporte principalement des risques liés à ses investissements sur les marchés actions.

Les principaux risques associés aux investissements et techniques employées par le FCP et auxquels s'expose l'investisseur sont:

- Risque de perte en capital: le FCP n'offre pas de garantie en capital; il existe un risque que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Risque actions**: en raison de son objectif de gestion, le FCP est exposé au risque actions. Ainsi, si les marchés actions auxquels le portefeuille est exposé, baissent, la valeur liquidative du FCP peut baisser. Plus particulièrement, une baisse des marchés actions européens peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.
 - Par ailleurs, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les actions de petites capitalisations (), en raison de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent présenter des risques de volatilité entraînant une baisse de la valeur liquidative du FCP plus importante et plus rapide.
 - L'exposition du FCP au risque actions est au minimum de 75 % et au maximum de 110 %.
- Risque lié aux modèles multicritères: Les processus d'allocation (exposition au marché/sélection de titres) du FCP repose sur l'élaboration de modèles multicritères développés par la Société de Gestion permettant d'identifier des signaux d'achat ou de vente sur la base de résultats statistiques. Il existe un risque que le modèle ne soit pas efficient. Néanmoins, l'impact de ce risque sur le niveau de la Valeur Liquidative est limité car ces modèles sont utilisés comme outils d'aide à la décision et non comme décision finale dans le cadre d'une gestion discrétionnaire.
- Risque de durabilité: tout événement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les sociétés en portefeuille via une série de mécanismes, notamment: 1) une baisse des revenus; 2) des coûts plus élevés; 3) des pertes ou une dépréciation de la valeur des actifs; 4) un coût du capital plus élevé et 5) des amendes ou risques réglementaires. Des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont intégrés dans le processus de gestion du portefeuille afin de prendre en compte les risques en matière de durabilité dans les décisions d'investissement.

Les risques accessoires associés aux investissements et techniques employées sont les suivants:

- **Risque de change**: il provient du risque de baisse des différentes devises des titres en portefeuille par rapport à la devise référence du portefeuille, l'euro. Cette exposition peut être réduite par l'utilisation des différents instruments financiers présentés dans le cadre de la stratégie d'investissement. Cependant, une dépréciation des devises sur lesquelles le portefeuille est investi par rapport à l'euro peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.
- Risque de taux: il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Il est mesuré par la sensibilité. La sensibilité mesure la répercussion que peut avoir sur la valeur liquidative du FCP une variation de 1 % des taux d'intérêt. Une sensibilité de 5 se traduira ainsi, pour une variation de 1 % des taux, par une variation de 5 % en sens inverse de la valeur liquidative. En période de hausse des taux d'intérêt, la valeur liquidative du FCP pourra baisser de manière significative.
- **Risque de crédit**: en cas de défaillance ou de dégradation de la qualité des émetteurs, par exemple de la baisse de leur notation par les agences de notation financière, la valeur des obligations dans lesquelles est investi le FCP baissera; cette baisse pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.
- Risque de contrepartie lié à l'utilisation de produits de gré à gré (dérivés) ou à celui résultant des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres: le FCP est exposé au risque de non-paiement par la contrepartie avec laquelle l'opération est négociée. Ce risque peut se matérialiser par une baisse de la valeur liquidative du FCP.

Outre le risque de contrepartie présenté ci-dessus, les risques associés aux opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres peuvent notamment être des risques de liquidité, juridique (il s'agit du risque de rédaction inadéquate des contrats conclus avec les contreparties) et opérationnels (risque de règlement livraison).

- Risques financiers liés aux placements sur des fonds d'investissement et à l'utilisation de stratégies de gestion alternative: les fonds d'investissements dans lesquels le FCP investit ne présentent pas le même degré de sécurité, de transparence et de liquidité que les OPCVM. D'autre part, dans la mesure où certaines stratégies de gestion alternative peuvent s'exposer positivement ou négativement sur des actions ou des indices actions, elles induisent un risque actions supplémentaire. D'autres risques peuvent être générés par l'utilisation de ces stratégies de gestion alternative, comme le risque de taux, de volatilité, de crédit ou de change. Ce risque reste faible en raison du caractère accessoire de ces placements.
- Risque spécifique aux instruments de titrisation (ABS...) par le biais d'investissement dans des OPC euxmêmes investis en instruments de titrisation: pour ces instruments, le risque de crédit repose principalement sur la qualité des actifs sous-jacents, qui peuvent être de natures diverses (créances bancaires, titres de créances...). Ces instruments résultent de montages complexes pouvant comporter des risques juridiques et des risques spécifiques tenant aux caractéristiques des actifs sous-jacents. La réalisation de ces risques peut entraîner la baisse de la valeur liquidative du FCP.
- Risque lié à la détention de titres dont la notation est basse ou inexistante: le FCP se réserve la possibilité de détenir des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation des "titres à haut rendement / high yield" (titres présentant un risque de défaut plus élevé et une volatilité plus importante) peut entraîner une baisse significative de la valeur liquidative.

GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le dispositif mis en place cherche à s'assurer, lors de la création du FCP, de l'adéquation de la liquidité attendue de l'univers d'investissement avec les modalités de rachat des porteurs dans des circonstances normales de marché. Il prévoit également un suivi périodique de la structure de l'actif et du passif et la réalisation de simulations de crise de liquidité dans des circonstances normales et exceptionnelles qui reposent notamment sur l'observation historique des rachats.

DURÉE DE PLACEMENT RECOMMANDÉE

La durée de placement recommandée est au minimum de 5 ans.

Rapport de Gestion

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT L'OPC

Néant

COMMENTAIRE DE GESTION

Marchés

Entre le 30 Juin 2023 et le 30 Juin 2024, les indices Actions Européens Eurostoxx Large et le Stoxx 600 (dividendes nets réinvestis), ont respectivement progressé de + 11,5 % + 13,7 %. La période peut être subdivisée en deux sous-périodes: de juin 2023 à fin octobre 2023 et de novembre 2023 à fin juin 2024.

Entre fin juin 2023 et fin octobre 2023

L'Eurostoxx Large a baissé de 7,4 % et le Stoxx 600 de 5,6 %. Du côté des banques centrales, la BCE a privilégié sa politique hawkish avec une hausse des taux de + 25 bps sur la base d'une inflation encore supérieure aux objectifs de 2 %, des prévisions de croissance du PIB revues à la baisse à hauteur de + 0,7 % cette année et + 1 % en 2024 (contre respectivement + 0,9 % et + 1,5 % précédemment estimées).

La Fed a opté pour un statu quo en maintenant ses taux dans la fourchette de 5,25-5,5 % tout en précisant qu'elle envisagerait un nouveau resserrement de sa politique en fin d'année et moins de baisses que prévu en 2024. Sur le front géopolitique, le conflit au Moyen Orient n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis l'attaque du 7 octobre, impliquant de nombreux pays et constituant une incertitude pour les investisseurs. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est toujours en cours et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine restent d'actualité.

Entre novembre 2023 et fin juin 2024

Forte hausse des marchés (l'Eurostoxx Large a progressé de + 21,5 % et le Stoxx 600 de 21,3 %) portée par l'anticipation de baisse des taux des banques centrales et par les valeurs technologiques qui profitent de la popularité de l'intelligence artificielle. Les leaders mondiaux de la tech sont américains, logiquement ce sont les marchés actions des États-Unis qui en ont le plus bénéficié, surperformant largement leurs pairs européens avec le Nasdaq 100 qui affiche une performance de + 38 % suivi de près par le S&P 500 (+ 32 %).

En début d'année, les investisseurs s'attendaient à ce que les banques centrales déclenchent rapidement les premières baisses de taux en commençant par la Fed. Or, c'est la BCE qui a démarré avec une première baisse seulement début juin. De l'autre côté de l'Atlantique, la Fed n'a pas encore modifié ses taux. Désormais les marchés n'anticipent plus que 2 baisses de taux sur le reste de l'année en Europe et aux US. Ce changement de paradigme n'a pas semblé perturber les marchés, qui ont enchaîné les records sur cette première partie d'année avec le STOXX 600 qui a atteint un plus haut de 524,71 en mai, le CAC 40® a largement dépassé la barre des 8000 points pour atteindre un record historique de 8 259,19 en mai également avant de se retourner au mois de juin (CAC 40®: - 0,85 %) sur fond d'incertitudes politiques et économiques en France (dissolution de l'Assemblée nationale).

L'année 2024 était annoncée comme une année chargée politiquement, avec plus de 4 Mds de citoyens dans le monde concernés par des élections dans leur pays. Les effets de ces enjeux se sont fait ressentir lors de cette première partie d'année et il faut s'attendre à ce que cela continue. En Inde, le Nifty 50 perdait près de - 5 % lorsque l'on apprenait une bataille plus serrée que prévu pour la réélection du Premier ministre Narendra Modi. Toutefois, l'événement politique qui a marqué cette première partie d'année n'était pas prévu. Le 9 juin, les résultats des élections parlementaires européennes plaçant en tête le Rassemblement national en France, ont poussé le président français E. Macron à annoncer la dissolution de l'Assemblée nationale, convoquant les Français à des élections législatives anticipées. La semaine suivant cette annonce le CAC 40® perdait - 6,23 %, sa plus forte baisse en une semaine depuis le début de la guerre en Ukraine. Au S2, il faudra suivre avec attention le second tour des élections législatives en France, les élections au Royaume-Uni et bien sûr les élections présidentielles des États-Unis, en novembre.

Performances

Entre le 30 Juin 2023 et le 30 Juin 2024, le fonds LBPAM Actions Dividendes Europe (part ID) affiche une performance de 6,9 % net de frais et le MSCI EMU High Dividend EMU une performance de 7,5 %.

Les secteurs, sur l'univers High Dividend EMU, ayant le mieux performé sur la période sont : les secteurs de l'assurance (+ 29 %), des matériaux de base (+ 23 %) et de l'énergie (+ 22 %).

Les secteurs, sur l'univers High Dividend EMU, ayant le moins bien performé sur la période sont: les secteurs du transport (-11 %), des services commerciaux et professionnels (-8 %) et de la distribution des produits de base (-7 %).



Parmi les plus grosses surpondérations sur la période: Enel, Schneider Electric, L'Oréal, Renault et Carrefour.

Parmi les plus grosses sous-pondérations sur la période: Allianz, Heidelberg Material, Porsche, BMW et Deutsche Post.

PERFORMANCES

L'indice de référence est MSCI EMU High Dividend dividendes nets réinvestis

| Performances | Fonds – Part GP | Indice de référence |
|--------------|-----------------|---------------------|
| Sur 1 an | 6,84 % | 7,52 % |
| Sur 3 ans | 15,63 % | 19,11 % |
| Sur 5 ans | 12,15 % | _ |

| Performances | Fonds – Part ID | Indice de référence |
|--------------|-----------------|---------------------|
| Sur 1 an | 6,95 % | 7,52 % |
| Sur 3 ans | 15,99 % | 19,11 % |
| Sur 5 ans | 12,72 % | _ |

| Performances | Fonds – Part I | Indice de référence |
|--------------|----------------|---------------------|
| Sur 1 an | 6,95 % | 7,52 % |
| Sur 3 ans | 15,99 % | 19,11 % |
| Sur 5 ans | 12,72 % | _ |

| Performances | Fonds – Part R | Indice de référence |
|--------------|----------------|---------------------|
| Sur 1 an | 6,42 % | 7,52 % |
| Sur 3 ans | 14,26 % | 19,11 % |
| Sur 5 ans | 9,94 % | _ |

Les performances sont présentées coupons réinvestis / dividendes réinvestis.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

RISQUE GLOBAL

L'évaluation du risque global du portefeuille est réalisée par la méthode du calcul de l'engagement. L'engagement est limité réglementairement à 100 % de l'actif net.

Aucun des actifs de votre OPC n'a fait l'objet d'un traitement spécial en raison de leur nature non liquide.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

| Titres | Acquisitions | Cessions | Total |
|--|---------------|----------------|---------------|
| OSTRUM SRI CASH Z | 24 795 063,97 | -22 725 487,07 | 2 069 576,90 |
| OSTRUM SRI CASH Part M | 10 918 487,53 | 11 176 517,89 | 22 095 005,42 |
| IBERDROLA SA | 1147 597,93 | 8 309 490,49 | 9 457 088,42 |
| MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG | 675 597,60 | 7 788 893,79 | 8 464 491,39 |
| SANOFI | 4 822 567,78 | 1723748,54 | 6 546 316,32 |
| STORA ENSO AB EX ENSO OYJ | 2 097 680,95 | 3 016 134,36 | 5 113 815,31 |
| ENDESA SA | 2 202 517,90 | 2 486 804,12 | 4 689 322,02 |
| MERCEDES BENZ GROUP AG REGISTERED SHARES | 2 556 992,63 | 2 050 173,93 | 4 607 166,56 |
| AXA | 2 799 347,37 | 1 739 655,53 | 4 539 002,90 |
| UPM-KYMMENE OYJ | 2 664 125,16 | 1 679 498,48 | 4 343 623,64 |

EFFET DE LEVIER

Le niveau maximal de levier de l'OPC n'a pas été modifié au cours de l'exercice.

- Niveau maximal de levier de l'OPC calculé selon la méthode de l'engagement : 210,00 %,
- Niveau maximal de levier de l'OPC calculé selon la méthode brute : 300,00 %.

Le montant total de levier auquel l'OPC a recours est de :

- -108,90 % selon la méthode de l'engagement,
- -108,90 % selon la méthode brute.

Les garanties financières reçues ou données par l'OPC sont uniquement en espèces en Euro et réinvesties uniquement dans des parts ou actions d'OPC monétaires court terme ou en dépôts auprès d'établissements de crédit.

QUOTE-PART D'INVESTISSEMENT EN TITRES ÉLIGIBLES AU PEA (ART. 91 QUATER L DU CGI ANNEXE II)

En moyenne, la quote-part d'investissement en titres éligibles au PEA a été d'environ 95,91 %.

CRITÈRES SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX ET DE QUALITÉ DE GOUVERNANCE (ESG)

Le FCP relevant de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019, de plus amples informations sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales du FCP sont disponibles dans l'annexe SFDR du rapport de gestion.

INFORMATIONS RELATIVES AUX CESSIONS ET ACQUISITIONS TEMPORAIRES DE TITRES (CATT) ET INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE TYPE CONTRAT D'ÉCHANGE SUR RENDEMENT GLOBAL (TOTAL RETURN SWAP (TRS)):

| Informations générales | |
|---|--|
| Montant des titres prêtés en proportion du total des actifs | 4,29 % |
| Montant des titres engagés dans des opérations de prêt de titres | 7 076 970 euros soit 4,55 % de l'actif net |
| Données sur la concentration | |
| Les 10 plus gros émetteurs de garantie | _ |
| Les 10 principales contreparties pour les opérations de prêt de titres | CA CIB (36,90 %), UBS EUROPE SE (35,2 %), SOCIETE GENERALE SA (27,9 %) |
| Données d'opération agrégées (opérations de prêts de titres) | |
| Type, qualité et monnaie des garanties | Cash collateral en Euro |
| Échéance des titres sous-jacents | |
| Échéance des opérations | 1 jour |
| Pays des contreparties | France (36,90 %), Allemagne (35,2 %), France (27,9 %) |
| Règlement et compensation | Billatéral |
| Données sur la réutilisation des garanties | |
| Part des garanties reçues qui est réutilisée | 100 % |
| Revenus pour l'OPC | -1 016,47 |
| Conservation des garanties reçues par l'OPC dans le cadre des ope d'échange sur rendement global | érations de financement sur titres et des contrats |
| Nombre de dépositaires | 1 |
| Noms des dépositaires | 0 |
| Conservation des garanties fournies par l'OPC dans le cadre des o d'échange sur rendement global | pérations de financement sur titres et des contrats |
| Part des garanties détenues sur des comptes séparées ou des comptes groupés, ou sur d'autres comptes | 100 % |
| Données sur les revenus et les coûts des opérations de prêts emp | unts de titres |
| Ventilation entre l'OPC, le gestionnaire de l'OPC et les tiers en valeur absolue et en % des revenus globaux générés | OPC : 21 507 euros (67 % des revenus) Gestionnaire de l'OPC : 10 593 euros (33 % des revenus) |

PROCÉDURE DE SUIVI ET DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES

Des critères de choix ont été sélectionnés. Tous les six mois, une notation reprenant ces critères est effectuée et est commentée en comité des intermédiaires.

Les intermédiaires sont retenus en fonction de la note obtenue et du nombre d'intermédiaires souhaité par le comité. Un classement est mis en place en fonction de la note et des objectifs de pourcentage de volumes sont attribués à chaque intermédiaire.

Ce choix donne lieu à une liste qui est mise à jour par le middle office et qui est consultable sur l'intranet de la société.

La direction des risques réalise de façon permanente le suivi des intermédiaires et contreparties, un reporting mensuel sur l'application de cette liste et des volumes de transactions réalisés avec chaque intermédiaire est produit.

La direction du contrôle interne effectue un contrôle de 2^e niveau en s'assurant de l'existence et de la pertinence des contrôles réalisés par le middle office.

Durant l'exercice sous revue de l'OPC, la procédure de choix des intermédiaires a été appliquée et contrôlée. Aucun manquement significatif n'a été relevé.

POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

LBP AM tient à la disposition de tous les porteurs, un document intitulé « Politique de vote » qui présente les conditions dans lesquelles elle exerce les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC dont elle assure la gestion.

Ce document est consultable au siège de la société ou sur son site Internet ou peut être adressé sur simple demande écrite auprès de LBP AM, 36 Quai Henri IV, 75004 Paris.

COMPTE-RENDU RELATIF AUX FRAIS D'INTERMÉDIATION

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet de LBP AM: www.lbpam.com

FRAIS DE RECHERCHE RÉELS

Les frais de recherche de l'exercice réels sur le fonds sont :

- 0,02 % de l'actif net moyen pour la part GP,
- 0,02 % de l'actif net moyen pour la part R,
- 0,02 % de l'actif net moyen pour la part ID,
- 0,02 % de l'actif net moyen pour la part I.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

1. Éléments qualitatifs

Dans le cadre de la mise en applications directives, et la gestion des OPC, les spécificités de politique de rémunération de la société de gestion retenues sont les suivantes:

- Les collaborateurs de LBP AM sont uniquement rémunérés sur la base de leur salaire fixe et variable.
- La politique de rémunération mise en place au sein de LBP AM n'encourage pas les risques et aligne les risques pris par le personnel avec ceux des investisseurs et ceux de la société de gestion; elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion.
- Le montant individuel de rémunération variable pour un collaborateur est fonction:
 - de la performance globale individuelle du collaborateur, mesurée à travers l'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'année, de sa tenue de poste et de son niveau d'engagement,
 - de la performance globale de LBP AM pour l'année considérée, qui permet de définir le pool de rémunérations variables pour l'ensemble des collaborateurs de LBP AM,
 - du taux plafond de rémunération variable individuelle du collaborateur.

La part variable individuelle revenant au collaborateur concerné sera déterminée sur la base de critères à la fois quantitatifs et qualitatifs y compris la tenue de poste. Un équilibre est assuré entre ces critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères sont déterminés par le responsable hiérarchique de chaque collaborateur et reportés dans les formulaires des entretiens. Le niveau de performance général du collaborateur concerné sur l'année de référence est apprécié d'une manière formelle et globale entre le manager et son collaborateur.

Les objectifs fixés lors de l'entretien doivent permettre de servir au mieux les intérêts de la Société et de ses investisseurs. Ils n'ont pas vocation à accroître le niveau des risques intrinsèques de l'activité de LBP AM.

- Personnel concerné par ces dispositions: l'ensemble du personnel est concerné par cette politique.
 - Toute personne ayant un impact significatif sur le profil de risque de la société ou des OPC gérés et dont la rémunération se situe dans la même tranche que celle de la Direction et des preneurs de risque, voit sa rémunération variable, lorsqu'elle est supérieure à 200 000 €, faire l'objet d'un paiement différé à hauteur de 50 % sur 3 ans.
- Mise en place d'ajustement des risques a posteriori: les rémunérations peuvent être reprises tant qu'elles ne sont pas versées par:
 - Restitutions: reprise des montants provisionnés sur les années antérieures (rémunération acquise mais non versée), applicables à l'ensemble des collaborateurs assujettis à un différé de leur rémunération variable, sur la base de critères quantitatifs impactant la société de gestion;
 - Malus: diminution des montants provisionnés sur les années futures (rémunération non acquise et non versée),
 applicables à l'opérationnel concerné, disposant d'un différé de sa rémunération variable, sur la base de critères quantitatifs impactant la société de gestion ou le client.
- Comité de rémunération: pour le personnel concerné par le versement d'une rémunération variable différée, le Comité de rémunération est composé des membres du Conseil de Surveillance de LBP AM. Il s'agit de dirigeants de La Banque Postale et d'Aegon AM, ainsi que 2 membres indépendants.

Pour l'ensemble du personnel, le comité de rémunération est composé du Directoire de LBP AM et de la DRH.

2. Éléments quantitatifs

| Montant total des rémunérations sur l'exercice clos le 29 décembre 2023 | | | |
|---|--------------------------|-------------|--|
| Ensemble des CDI de la Société LBP AM sur l'année 2023 | | | |
| | Fixes bruts | 14 950 686€ | |
| | Variables + primes bruts | 5 277 437 € | |
| Ensemble des gérants | | | |
| | Fixes bruts | 3 420 000 € | |
| | Variables + primes bruts | 1863260€ | |
| Ensemble des cadres supérieurs (non gérants) | | | |
| | Fixes bruts | 1232500€ | |
| | Variables + primes bruts | 533 000 € | |

Comptes annuels

BILAN ACTIF AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|----------------|----------------|
| IMMOBILISATIONS NETTES | 0,00 | 0,00 |
| DÉPÔTS | 0,00 | 0,00 |
| INSTRUMENTS FINANCIERS | 164 690 393,49 | 152 634 798,89 |
| Actions et valeurs assimilées | 148 300 910,54 | 140 441 501,34 |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 148 300 910,54 | 140 441 501,34 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances négociables | 0,00 | 0,00 |
| Autres titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Organismes de placement collectif | 9 257 074,53 | 7 035 800,06 |
| OPC et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | 9 257 074,53 | 7 035 800,06 |
| Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE | 0,00 | 0,00 |
| Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés | 0,00 | 0,00 |
| Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés | 0,00 | 0,00 |
| Autres organismes non européens | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 7 067 773,42 | 5 157 497,49 |
| Créances représentatives de titres reçus en pension | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres prêtés | 7 067 773,42 | 5 157 497,49 |
| Titres empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Titres donnés en pension | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | 64 635,00 | 0,00 |
| Opérations sur un marché réglementé ou assimilé | 64 635,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments financiers | 0,00 | 0,00 |
| CRÉANCES | 160 598,32 | 749 899,57 |
| Opérations de change à terme de devises | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 160 598,32 | 749 899,57 |
| COMPTES FINANCIERS | 5 457,19 | 91 430,32 |
| Liquidités | 5 457,19 | 91 430,32 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 164 856 449,00 | 153 476 128,78 |

COMPTES ANNUELS

BILAN PASSIF AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|----------------|----------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 144 889 597,87 | 144 582 210,48 |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a) | 60 915,97 | 91 715,45 |
| Report à nouveau (a) | 9,66 | 15,14 |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b) | 5 648 428,71 | -2 624 723,03 |
| Résultat de l'exercice (a,b) | 5 074 912,51 | 5 270 765,04 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES * | 155 673 864,72 | 147 319 983,08 |
| * Montant représentatif de l'actif net | | |
| INSTRUMENTS FINANCIERS | 19 860,00 | 0,00 |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 |
| Dettes représentatives de titres donnés en pension | 0,00 | 0,00 |
| Dettes représentatives de titres empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | 19 860,00 | 0,00 |
| Opérations sur un marché réglementé ou assimilé | 19 860,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 |
| DETTES | 9 112 741,01 | 6 071 812,97 |
| Opérations de change à terme de devises | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 9 112 741,01 | 6 071 812,97 |
| COMPTES FINANCIERS | 49 983,27 | 84 332,73 |
| Concours bancaires courants | 49 983,27 | 84 332,73 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DU PASSIF | 164 856 449,00 | 153 476 128,78 |

⁽a) Y compris comptes de régularisation

⁽b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

COMPTES ANNUELS

HORS-BILAN AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|--------------|------------|
| OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Options | | |
| EURO STOXX 50 07/2024 PUT 4700 | 726 761,97 | 0,00 |
| EURO STOXX 50 07/2024 PUT 4600 | 866 241,54 | 0,00 |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Autres engagements | | |
| AUTRES OPÉRATIONS | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Contrats futures | | |
| CAC 40 FUT 0724 | 2 997 000,00 | 0,00 |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Autres engagements | | |

COMPTES ANNUELS

COMPTE DE RÉSULTAT AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|--------------|--------------|
| Produits sur opérations financières | | |
| Produits sur dépôts et sur comptes financiers | 5 176,83 | 5 830,99 |
| Produits sur actions et valeurs assimilées | 6 301 291,46 | 6 511 993,13 |
| Produits sur obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres | 28 373,95 | 4 417,04 |
| Produits sur instruments financiers à terme | -21,26 | 0,00 |
| Autres produits financiers | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL (1) | 6 334 820,98 | 6 522 241,16 |
| Charges sur opérations financières | | |
| Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres | 45 353,95 | 46 041,68 |
| Charges sur instruments financiers à terme | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur dettes financières | 34 031,82 | 6 978,52 |
| Autres charges financières | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL (2) | 79 385,77 | 53 020,20 |
| RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2) | 6 255 435,21 | 6 469 220,96 |
| Autres produits (3) | 0,00 | 0,00 |
| Frais de gestion et dotations aux amortissements (4) | 1169 224,48 | 1 065 653,11 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4) | 5 086 210,73 | 5 403 567,85 |
| Régularisation des revenus de l'exercice (5) | -11 298,22 | -132 802,81 |
| Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6) | 0,00 | 0,00 |
| RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6) | 5 074 912,51 | 5 270 765,04 |

Les frais de recherche sont compris dans le poste «frais de gestion et dotations aux amortissements».

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent:

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé sont évalués à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de Bourse, les cours contribués par les spécialistes de marché, les cours utilisés pour le calcul d'indices de marché reconnus ou les cours diffusés sur des bases de données représentatives.

- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé européen sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.
- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Asie-Pacifique sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.
- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Amérique sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé en dehors de l'Union Monétaire Européenne sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.

Les parts ou actions d'OPC cotés sont évaluées à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de cours de Bourse (cours de clôture) ou les valeurs liquidatives (dernière valeur liquidative connue).

Les parts ou actions d'OPC non cotés et des fonds d'investissement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ou à défaut, à leur dernière valeur estimée.

À l'exception des Bons émis par les États de la zone Euro dont le cours est diffusé sur des bases de données représentatives ou contribué par des spécialistes de marché, les titres de créances négociables et assimilés sont valorisés actuariellement par l'application du taux de swap calculé par interpolation sur l'échéance correspondante augmenté ou diminué d'une marge estimée en fonction des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

Les acquisitions et cession temporaires de titres sont évaluées de la manière suivante:

- Prêts et emprunts de titres: les titres empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La créance représentative des titres prêtés ou la dette représentative des titres empruntés est évaluée à la valeur de marché des titres.
- Titres donnés ou reçus en pension: les titres reçus en pension inscrits en créance sont évalués à la valeur fixée dans le contrat. Les titres donnés en pension sont évalués à leur valeur de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est évaluée à la valeur fixée dans le contrat.

Les opérations sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels sont évaluées de la manière suivante :

- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés de l'Union Monétaire Européenne sont évaluées chaque jour de Bourse sur la base du cours de compensation pratiqué le jour de l'évaluation.
- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés étrangers sont évaluées chaque jour de Bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.
- Les engagements correspondant aux transactions sur les marchés à terme ferme ont été inscrits en hors bilan pour leur valeur de marché, ceux correspondant aux transactions sur marchés optionnels ont été traduits en équivalent sousjacent.



Les opérations d'échanges de devises ou de conditions d'intérêts sont évaluées de la manière suivante :

- Les contrats d'échanges de conditions d'intérêts et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie futurs (principal et intérêt) au taux d'intérêt et/ou de devises de marché.
- L'ensemble composé d'un titre et de son contrat d'échange de taux d'intérêt et/ou de devise peut faire l'objet d'une évaluation globale au taux de marché et/ou au cours de la devise résultant de l'échange en conformité des termes du contrat. Cette méthode ne peut être retenue que dans le cas particulier d'un échange affecté à un titre identifié. Par assimilation, l'ensemble est alors valorisé comme un titre de créance.
- Les dérivés sur événements de crédit (CDS) sont valorisés selon la méthode standard publiée par l'International Swaps and Derivatives Association « Upfront standard ISDA ».
- Les swaps de volatilité sont valorisés en tenant compte de la variance réalisée et de la variance anticipée.

Les opérations de change à terme sont évaluées sur la base d'une réévaluation des devises en engagement au cours du jour en prenant en compte le report / déport calculé en fonction de l'échéance du contrat

Les dépôts à terme sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent.

Les autres opérations d'échanges ou produits de bilan intégrant des dérivés complexes sont évalués à partir de modèles ayant recours à des méthodes analytiques (type Black&Scholes) ou numériques (type Monte Carlo) validés par la société de gestion.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion.

- 1. Evaluation des contrats d'échanges financiers figurant en hors bilan. L'engagement correspond à la valeur nominale du contrat.
- 2. Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.
- 3. La commission de souscription est non acquise au FCP, le solde rémunère le réseau placeur.
- 4. Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.
- 5. Les comptes annuels sont établis sur la base de la dernière valeur liquidative publiée de l'exercice.
- 6. Le FCP est un OPC de distribution, il pourra procéder à la distribution d'acomptes.
- 7. La valeur liquidative est établie et publié quotidiennement à l'exception des jours fériés au sens du Code du travail français ainsi que du calendrier de fermeture de la Bourse de Paris.

Frais de gestion

- 1. Le prospectus prévoit que les frais de gestion s'élèvent au maximum à 1 % TTC pour la part I,
 - 1 % TTC pour la part ID
 - 1,50 % TTC pour la part R
 - 1,40 % TTC pour la part GP

Ces frais sont directement imputés au compte de résultat.

La société de gestion a mis en place un compte de recherche. Ces frais de recherche facturés au FCP s'ajouteront donc aux frais mentionnés plus haut et seront au maximum de 0.05 % de l'actif net.

2. Pour les actions I le taux global de frais de gestion (hors frais de transactions, de recherche et de rétrocessions) est de 0,70 % TTC sur l'actif moyen annuel, le taux annuel est de 0,74 %.

Pour les actions ID, le taux global de frais de gestion (hors frais de transaction, de recherche et de rétrocessions) est de 0.70% TTC sur l'actif moyen annuel, le taux annuel est de 0.74%.

Pour les actions R, le taux global de frais de gestion (hors frais de transaction, de recherche et de rétrocessions) est de 1,20% TTC sur l'actif moyen annuel, le taux annuel est de 1,24%.

Pour les actions GP, le taux global de frais de gestion (hors frais de transaction, de recherche et de rétrocessions) est de 0,80 % TTC sur l'actif moyen annuel, le taux annuel est de 0,84 %.



Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par:

Le résultat:

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values:

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

| Part(s) | Affectation du résultat net | Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées |
|---------------|---|---|
| Parts GP et R | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion |
| Parts I | Capitalisation | Capitalisation |
| Parts ID | Distribution. possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Distribution. possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion |



2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|----------------|----------------|
| ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE | 147 319 983,08 | 139 395 933,65 |
| Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC) | 4 745 875,93 | 649 647,80 |
| Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC) | -6 646 722,03 | -20 090 231,02 |
| Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | 9 500 551,83 | 5 507 841,67 |
| Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | -3 342 734,16 | -7 847 764,99 |
| Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme | 35 406,00 | 115 525,85 |
| Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme | -142 495,00 | -203 017,85 |
| Frais de transactions | -275 197,10 | -208 994,50 |
| Différences de change | 8 990,68 | -34 106,56 |
| Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers | -560 605,30 | 24 685 838,78 |
| Différence d'estimation exercice N | 9 325 319,40 | 9 885 924,70 |
| Différence d'estimation exercice N-1 | -9 885 924,70 | 14 799 914,08 |
| Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme | 6 515,00 | 0,00 |
| Différence d'estimation exercice N | 6 515,00 | 0,00 |
| Différence d'estimation exercice N-1 | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur résultat | -61 914,94 | -54 257,60 |
| Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation | 5 086 210,73 | 5 403 567,85 |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes | 0,00 | 0,00 |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat | 0,00 | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 | 0,00 |
| ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE | 155 673 864,72 | 147 319 983,08 |



3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

| | Montant | % |
|--|--------------|------|
| ACTIF | | |
| OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | | |
| TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | 0,00 | 0,00 |
| TITRES DE CRÉANCES | | |
| TOTAL TITRES DE CRÉANCES | 0,00 | 0,00 |
| PASSIF | | |
| OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | | |
| TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 |
| HORS-BILAN | | |
| OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | |
| Actions | 1 593 003,51 | 1,02 |
| TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE | 1 593 003,51 | 1,02 |
| AUTRES OPÉRATIONS | | |
| Actions | 2 997 000,00 | 1,93 |
| TOTAL AUTRES OPÉRATIONS | 2 997 000,00 | 1,93 |

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

| | Taux fixe | % | Taux variable | % | Taux révisable | % | Autres | % | | |
|-----------------------------------|-----------|------|---------------|------|----------------|------|-----------|------|--|--|
| ACTIF | | | | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 457,19 | 0,00 | | |
| PASSIF | | | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 49 983,27 | 0,03 | | |
| HORS-BILAN | | | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

| | < 3 mois | % |]3 mois - 1 an] | % |]1 - 3 ans] | % |]3 - 5 ans] | % | > 5 ans | % |
|-----------------------------------|-----------|------|--------------------|------|-------------|------|-------------|------|---------|------|
| ACTIF | | | | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 5 457,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PASSIF | | | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 49 983,27 | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| HORS-BILAN | | | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

^(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.



3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

| | Devise 1 GBP | | | | | | Devise N AUTRE(S) | |
|--|-----------------|------|----------|------|---------|------|----------------------|------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| ACTIF | | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OPC | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 4 309,72 | 0,00 | 1 147,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 0,00 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26,43 | 0,00 | 0,07 | 0,00 |
| HORS-BILAN | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

3.5. CRÉANCES ET DETTES: VENTILATION PAR NATURE

| Nature de débit/crédit | 28/06/2024 |
|----------------------------------|---------------|
| CRÉANCES | |
| Coupons et dividendes en espèces | 160 060,28 |
| Autres créances | 538,04 |
| TOTAL DES CRÉANCES | 160 598,32 |
| DETTES | |
| Achats à règlement différé | 1 510 069,16 |
| Frais de gestion fixe | 96 282,94 |
| Collatéraux | 7 491 992,74 |
| Autres dettes | 14 396,17 |
| TOTAL DES DETTES | 9 112 741,01 |
| TOTAL DETTES ET CRÉANCES | -8 952 142,69 |

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

| | En parts | En montant |
|---|---------------|---------------|
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -134,29209 | -14 116,25 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -134,29209 | -14 116,25 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 219,43998 | |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO I | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 4 056,52314 | 4 199 999,95 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -5 766,92546 | -6 229 999,98 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -1 710,40232 | -2 030 000,03 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 133 695,22789 | |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 5,25337 | 7 655,27 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -7,03000 | -10 123,71 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -1,77663 | -2 468,44 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 1 221,84380 | |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO R | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 4 925,10498 | 538 220,71 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -3 563,27684 | -392 482,09 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 1 361,82814 | 145 738,62 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 17 031,83776 | |

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

| | En montant |
|---|------------|
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO I | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO R | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |

3.7. FRAIS DE GESTION

| | 28/06/2024 |
|---|--------------|
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 238,50 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,84 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 6,19 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,02 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO I | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 098 778,91 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,75 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 34 030,60 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,02 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 12 866,17 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,75 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 398,77 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,02 |
| PART LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO R | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 22 489,75 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 1,25 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 415,59 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,02 |

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC:

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés:

Néant



3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

| | 28/06/2024 |
|-------------------------------|------------|
| Titres pris en pension livrée | 0,00 |
| Titres empruntés | 0,00 |

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

| | 28/06/2024 |
|--|--------------|
| Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | 2 716 800,00 |
| Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan | 0,00 |

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 28/06/2024 |
|--------------------------------|-----------|---------|------------|
| Actions | | | 0,00 |
| Obligations | | | 0,00 |
| TCN | | | 0,00 |
| OPC | | | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | | | 0,00 |
| Total des titres du groupe | | | 0,00 |

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|--------------|--------------|
| Sommes restant à affecter | | |
| Report à nouveau | 9,66 | 15,14 |
| Résultat | 5 074 912,51 | 5 270 765,04 |
| Acomptes versés sur résultat de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Total | 5 074 922,17 | 5 270 780,18 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 772,80 | 1 283,21 |
| Total | 772,80 | 1 283,21 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO I | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 4 962 537,66 | 5 155 419,59 |
| Total | 4 962 537,66 | 5 155 419,59 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 58 123,11 | 62 062,03 |
| Report à nouveau de l'exercice | 9,34 | 9,68 |
| Capitalisation | 0,00 | 0,00 |
| Total | 58 132,45 | 62 071,71 |
| Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre de parts | 1 221,84380 | 1 223,62043 |
| Distribution unitaire | 47,57 | 50,72 |
| Crédit d'impôt | | |
| Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat | 5 957,49 | 5 720,55 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO R | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 53 479,26 | 52 005,67 |
| Total | 53 479,26 | 52 005,67 |

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|--------------|---------------|
| Sommes restant à affecter | | |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées | 60 915,97 | 91 715,45 |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice | 5 648 428,71 | -2 624 723,03 |
| Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Total | 5 709 344,68 | -2 533 007,58 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 883,60 | -654,15 |
| Total | 883,60 | -654,15 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO I | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 5 513 053,50 | -2 563 820,33 |
| Total | 5 513 053,50 | -2 563 820,33 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 125 589,81 | 61 004,54 |
| Capitalisation | 0,00 | 0,00 |
| Total | 125 589,81 | 61 004,54 |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO R | | |
| Affectation | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 69 817,77 | -29 537,64 |
| Total | 69 817,77 | -29 537,64 |



3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| | 30/06/2020 | 30/06/2021 | 30/06/2022 | 30/06/2023 | 28/06/2024 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--|
| Actif net Global en EUR | 142 409 311,29 | 161 494 742,16 | 139 395 933,65 | 147 319 983,08 | 155 673 864,72 | |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVID | ENDES EURO C | P EN EUR | | | | |
| Actif net | 21 325,08 | 21 624,98 | 19 387,66 | 36 731,63 | 24 345,90 | |
| Nombre de titres | 261,22203 | 225,39981 | 224,25441 | 353,73207 | 219,43998 | |
| Valeur liquidative unitaire | 81,63 | 95,94 | 86,45 | 103,84 | 110,94 | |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -14,25 | 2,83 | 2,34 | -1,84 | 4,02 | |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 2,52 | 3,68 | 3,03 | 3,62 | 3,52 | |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVID | ENDES EURO I | EN EUR | | | | |
| Actif net | 139 927 906,35 | 158 632 384,33 | 136 570 866,28 | 143 896 250,75 | 151 951 729,25 | |
| Nombre de titres | 167 989,76794 | 161 885,57862 | 154 509,50779 | 135 405,63021 | 133 695,22789 | |
| Valeur liquidative unitaire | 832,95 | 979,90 | 883,89 | 1 062,70 | 1 136,55 | |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -145,39 | 28,91 | 23,97 | -18,93 | 41,23 | |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 26,74 | 38,50 | 31,95 | 38,07 | 37,11 | |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO ID EN EUR | | | | | | |
| Actif net | 1 568 534,90 | 1 727 291,31 | 1 498 274,15 | 1 727 333,05 | 1 778 101,57 | |
| Nombre de titres | 1 267,57302 | 1 226,63788 | 1 228,70837 | 1 223,62043 | 1 221,84380 | |
| Valeur liquidative unitaire | 1 237,43 | 1 408,15 | 1 219,38 | 1 411,65 | 1 455,26 | |
| +/- values nettes unitaire non distribuées | 0,00 | 41,55 | 74,94 | 49,85 | 102,78 | |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -215,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Distribution unitaire sur résultat | 40,04 | 55,67 | 44,32 | 50,72 | 47,57 | |
| Crédit d'impôt unitaire | 5,57 | 5,46 | 4,62 | 4,686 | 0,00 (*) | |
| Report à nouveau unitaire sur résultat | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | |
| PARTS LBPAM ISR ACTIONS DIVID | ENDES EURO R | EN EUR | | | | |
| Actif net | 891 544,96 | 1 113 441,54 | 1 307 405,56 | 1 659 667,65 | 1 919 688,00 | |
| Nombre de titres | 10 579,79537 | 11 287,83806 | 14 767,47399 | 15 670,00962 | 17 031,83776 | |
| Valeur liquidative unitaire | 84,26 | 98,64 | 88,53 | 105,91 | 112,71 | |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -14,71 | 2,91 | 2,40 | -1,88 | 4,09 | |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 2,21 | 3,43 | 2,71 | 3,31 | 3,13 | |

^(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

3.12 INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---------------|------------------------|--------------------|----------------|
| Actions et valeurs assimilées | | | | |
| Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglement | é ou assimilé | | | |
| ALLEMAGNE | | | | |
| ALLIANZ SE-REG | EUR | 22 817 | 5 921 011,50 | 3,81 |
| BMW BAYERISCHE MOTOREN WERKE | EUR | 65 200 | 5 762 376,00 | 3,70 |
| DEUTSCHE POST AG NAMEN | EUR | 156 132 | 5 900 228,28 | 3,79 |
| EVONIK INDUSTRIES AG | EUR | 7 396 | 140 893,80 | 0,09 |
| HEIDELBERGER ZEMENT | EUR | 19 703 | 1907 644,46 | 1,22 |
| HENKEL AG AND CO.KGAA NON VTG PRF | EUR | 9 146 | 761 130,12 | 0,49 |
| MERCEDES BENZ GROUP AG REGISTERED SHARES | EUR | 104 909 | 6 773 974,13 | 4,35 |
| MERCK KGA | EUR | 469 | 72 577,75 | 0,05 |
| MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG | EUR | 2 097 | 979 299,00 | 0,63 |
| PORSCHE AUTOMOBIL HLDG-PRF | EUR | 9 151 | 386 263,71 | 0,24 |
| SIEMENS AG-REG | EUR | 6 875 | 1 194 325,00 | 0,77 |
| TOTAL ALLEMAGNE | | | 29 799 723,75 | 19,14 |
| AUTRICHE | | | | |
| OMV AG | EUR | 23 649 | 961 568,34 | 0,62 |
| TOTAL AUTRICHE | | | 961 568,34 | 0,62 |
| BELGIQUE | | | | |
| AGEAS | EUR | 3 162 | 134 954,16 | 0,09 |
| UMICORE | EUR | 74 889 | 1 050 692,67 | 0,67 |
| TOTAL BELGIQUE | | | 1 185 646,83 | 0,76 |
| ESPAGNE | | | | |
| ACCIONA S.A. | EUR | 4 362 | 481 128,60 | 0,31 |
| BANCO DE BILBAO VIZCAYA S.A. | EUR | 45 590 | 426 357,68 | 0,27 |
| CAIXABANK S.A. | EUR | 86 191 | 426 042,11 | 0,28 |
| ENDESA SA | EUR | 9 764 | 171 211,74 | 0,11 |
| IBERDROLA SA | EUR | 127 361 | 1542 978,52 | 0,99 |
| INDITEX | EUR | 11 826 | 548 253,36 | 0,36 |
| RED ELECTRICA DE ESPANA | EUR | 85 503 | 1 395 408,96 | 0,89 |
| REPSOL | EUR | 35 518 | 523 357,73 | 0,33 |
| TELEFONICA SA | EUR | 19 233 | 76 162,68 | 0,05 |
| TOTAL ESPAGNE | | | 5 590 901,38 | 3,59 |
| FINLANDE | | | | |
| KESKO OYJ B | EUR | 7 788 | 127 645,32 | 0,08 |
| KONE OY B NEW | EUR | 56 591 | 2 608 279,19 | 1,68 |
| STORA ENSO AB EX ENSO OYJ | EUR | 113 694 | 1 450 166,97 | 0,93 |
| UPM-KYMMENE OYJ | EUR | 150 596 | 4 912 441,52 | 3,15 |
| TOTAL FINLANDE | | | 9 098 533,00 | 5,84 |
| FRANCE | | | | |
| ACCOR SA | EUR | 20 629 | 790 090,70 | 0,50 |
| AEROPORTS DE PARIS | EUR | 610 | 69 296,00 | 0,04 |
| AMUNDI | EUR | 1750 | 105 437,50 | 0,07 |
| ARKEMA | EUR | 1720 | 139 578,00 | 0,09 |
| AXA | EUR | 268 308 | 8 202 175,56 | 5,27 |
| BIOMERIEUX | EUR | 2 623 | 232 791,25 | 0,14 |
| BOUYGUES | EUR | 6 507 | 195 014,79 | 0,13 |
| BUREAU VERITAS SA | EUR | 9 097 | 235 248,42 | 0,15 |

INVENTAIRE (suite)

| CARREFOUR COVIVIO CREDIT AGRICOLE DANONE EURAZEO GECINA SA KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA RENAULT SA | EUR | 100 375 28 526 61 026 143 037 7 151 9 164 6 081 3 376 216 193 336 794 | 1 324 950,00 1 265 983,88 777 471,24 8 164 551,96 531 676,85 787 645,80 151 903,38 1 384 328,80 7 806 729,23 | 0,85 0,50 5,24 0,34 0,50 0,10 |
|---|---|--|--|--|
| CREDIT AGRICOLE DANONE EURAZEO GECINA SA KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR | 61 026 143 037 7 151 9 164 6 081 3 376 216 193 | 777 471,24 8 164 551,96 531 676,85 787 645,80 151 903,38 1 384 328,80 | 0,50 5,24 0,34 0,50 0,10 |
| DANONE EURAZEO GECINA SA KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR EUR EUR EUR EUR | 143 037 7 151 9 164 6 081 3 376 216 193 | 8 164 551,96 531 676,85 787 645,80 151 903,38 1 384 328,80 | 5,24 0,34 0,50 0,10 |
| EURAZEO GECINA SA KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR EUR EUR EUR | 7 151 9 164 6 081 3 376 216 193 | 531 676,85 787 645,80 151 903,38 1 384 328,80 | 0,3 0,5 0,1 |
| GECINA SA KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR EUR EUR | 9 164 6 081 3 376 216 193 | 787 645,80 151 903,38 1 384 328,80 | 0,5 |
| KLEPIERRE L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR EUR | 6 081 3 376 216 193 | 151 903,38 1 384 328,80 | 0,1 |
| L'OREAL MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR | 3 376 216 193 | 1 384 328,80 | |
| MICHELIN (CGDE) ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR EUR | 216 193 | • | 0,8 |
| ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR EUR | | 7 906 729 27 | |
| ORANGE PUBLICIS GROUPE SA | EUR | 336 794 | 7 000 725,25 | 5,C |
| | | | 3 150 371,08 | 2,0 |
| DENALITEA | | 12 257 | 1 218 100,66 | 0,7 |
| KLINAULI JA | EUR | 31 132 | 1 489 354,88 | 0,9 |
| SANOFI | EUR | 84 001 | 7 555 049,94 | 4,8 |
| SCHNEIDER ELECTRIC SE | EUR | 6 643 | 1 490 024,90 | 0,9 |
| SEB | EUR | 4 639 | 443 488,40 | 0,2 |
| SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE | EUR | 2 533 | 212 772,00 | 0,1 |
| TOTALENERGIES SE | EUR | 89 668 | 5 589 006,44 | 3,6 |
| TOTAL FRANCE | | | 53 313 041,66 | 34,2 |
| RLANDE | | | | ,- |
| AIB GROUP PLC | EUR | 145 646 | 718 908,66 | 0,4 |
| SMURFIT KAPPA GROUP PLC | EUR | 67 410 | 2 804 256,00 | 1,8 |
| TOTAL IRLANDE | | | 3 523 164,66 | 2,2 |
| TALIE | | | | |
| ASSICURAZIONI GENERALI | EUR | 346 937 | 8 080 162,73 | 5,1 |
| ENEL SPA | EUR | 229 952 | 1 493 308,29 | 0,9 |
| ENI SPA | EUR | 73 250 | 1 051 430,50 | 0,6 |
| FINECOBANK SPA | EUR | 55 302 | 769 803,84 | 0,5 |
| INTESA SANPAOLO | EUR | 292 556 | 1 015 461,88 | 0,6 |
| LEONARDO SPA | EUR | 44 784 | 970 917,12 | 0,6 |
| MONCLER SPA | EUR | 24 969 | 1 424 731,14 | 0,9 |
| POSTE ITALIANE | EUR | 118 821 | 1 413 375,80 | 0,9 |
| SNAM | EUR | 172 957 | 714 485,37 | 0,4 |
| TERNA | EUR | 421 526 | 3 042 574,67 | 1,9 |
| TOTAL ITALIE | | | 19 976 251,34 | 12,8 |
| PAYS-BAS | | | | |
| AKZO NOBEL | EUR | 23 739 | 1347 900,42 | 0,8 |
| ASR NEDERLAND NV | EUR | 15 305 | 681 225,55 | 0,4 |
| KONINKLIJKE AHOLD NV | EUR | 191 910 | 5 294 796,90 | 3,4 |
| KONINKLIJKE KPN NV | EUR | 1 416 983 | 5 072 799,14 | 3,2 |
| NN GROUP NV | EUR | 4 573 | 198 696,85 | 0,1 |
| QIAGEN N.V. | EUR | 6 372 | 245 640,60 | 0,1 |
| STELLANTIS NV | EUR | 336 898 | 6 222 506,06 | 4,0 |
| WOLTERS KLUWER | EUR | 532 | 82 353,60 | 0,0 |
| TOTAL PAYS-BAS | | | 19 145 919,12 | 12,3 |
| PORTUGAL | | | | |
| ELEC DE PORTUGAL | EUR | 411 792 | 1 440 860,21 | 0,9 |
| JERONIMO MARTINS | EUR | 52 072 | 950 314,00 | 0,6 |
| TOTAL PORTUGAL | | | 2 391 174,21 | 1,5 |

INVENTAIRE (suite)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Act |
|---|---------------|------------------------|----------------------------|------------|
| SUISSE | | | ' | |
| STMICROELECTRONICS NV | EUR | 16 222 | 598 186,25 | 0,39 |
| TOTAL SUISSE | | | 598 186,25 | 0,39 |
| TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un march | é réglementé | ou assimilé | 145 584 110,54 | 93,5 |
| TOTAL Actions et valeurs assimilées | | | 145 584 110,54 | 93,5 |
| Organismes de placement collectif | | | • | , |
| OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels e | t équivalents | d'autres pays | | |
| FRANCE | c equivalents | a daties pays | | |
| OSTRUM SRI CASH Part M | EUR | 166 | 1720 082,04 | 1,10 |
| OSTRUM SRI CASH Z | EUR | 729 | 7 536 992,49 | 4,8 |
| TOTAL FRANCE | | | 9 257 074,53 | 5,9 |
| TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | | | 9 257 074,53 | 5,9 |
| TOTAL Organismes de placement collectif | | | 9 257 074,53 | 5,9 |
| Titres mis en déposit | | | | |
| Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé o | u assimilé | | | |
| DANONE | EUR | 10 000 | 570 800,00 | 0,3 |
| SANOFI | EUR | 10 000 | 899 400,00 | 0,5 |
| TOTALENERGIES SE | EUR | 20 000 | 1246 600,00 | 0,80 |
| TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un march | é réglementé | ou assimilé | 2 716 800,00 | 1,7 |
| TOTAL Titres mis en déposit | | | 2 716 800,00 | 1,7 |
| Créance représentative de titres prêtés | | | | |
| BELGIQUE | | | | |
| AGEAS | EUR | 12 000 | 512 160,00 | 0,3 |
| TOTAL BELGIQUE | | | 512 160,00 | 0,3 |
| ESPAGNE | | | | |
| ACCIONA S.A. | EUR | 8 800 | 970 640,00 | 0,6 |
| ENDESA SA | EUR | 51 000 | 894 285,00 | 0,5 |
| REPSOL TELEFONICA SA | EUR EUR | 188 000 120 000 | 2 770 180,00 475 200,00 | 1,7 0,3 |
| | EUR | 120 000 | | |
| TOTAL ESPAGNE | | | 5 110 305,00 | 3,2 |
| PAYS-BAS NN GROUP NV | EUR | 33 000 | 1 433 850,00 | 0,9 |
| TOTAL PAYS-BAS | LOIK | 33 000 | 1 433 850,00 | 0,9 |
| | | | • | |
| TOTAL Créance représentative de titres prêtés | | | 7 056 315,00 | 4,5 |
| Indemnités sur titres prêtés | | | 11 458,42 | 0,0 |
| Instruments financier à terme | | | | |
| Engagements à terme fermes | | | | |
| Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé | E1.5 | | 10.000.5 | |
| CAC 40 FUT 0724 | EUR | -40 | 19 860,00 | 0,0 |
| TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé | ou assimilé | | 19 860,00 | 0,0 |
| TOTAL Engagements à terme fermes | | | 19 860,00 | 0,0 |

ANNEXES

INVENTAIRE (suite)

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|------------|------------------------|------------------------|----------------|
| Engagements à terme conditionnels | | | | |
| Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé EURO STOXX 50 07/2024 PUT 4600 EURO STOXX 50 07/2024 PUT 4700 | EUR EUR | 150 75 | 23 700,00 21 075,00 | 0,02 0,01 |
| TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché rég | lementé | | 44 775,00 | 0,03 |
| TOTAL Engagements à terme conditionnels | | | 44 775,00 | 0,03 |
| TOTAL Instruments financier à terme | | | 64 635,00 | 0,04 |
| Appel de marge | | | | |
| Appel Marge CACEIS | EUR | -19 860 | -19 860,00 | -0,01 |
| TOTAL Appel de marge | | | -19 860,00 | -0,01 |
| Créances | | | 160 598,32 | 0,10 |
| Dettes | | | -9 112 741,01 | -5,85 |
| Comptes financiers | | | -44 526,08 | -0,03 |
| Actif net | | | 155 673 864,72 | 100,00 |
| Parts LBPAM ACTIONS DIVIDENDES EURO ID | EUR | 1 221,84380 | 1 455,26 | |
| Parts LBPAM ACTIONS DIVIDENDES EURO GP | EUR | 219,43998 | 110,94 | |
| Parts LBPAM ACTIONS DIVIDENDES EURO R | EUR | 17 031,83776 | 112,71 | |
| Parts LBPAM ACTIONS DIVIDENDES EURO I | EUR | 133 695,22789 | 1 136,55 | |

ANNEXES

Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon

Décomposition du coupon : Part LBPAM ACTIONS DIVIDENDES EURO ID

| | NET GLOBAL | DEVISE | NET UNITAIRE | DEVISE |
|--|------------|--------|-----------------|--------|
| Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | 0,00 | | 0,00 | |
| Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | 57 780,99 | EUR | 47,29 | EUR |
| Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire | 0,00 | | 0,00 | |
| Revenus non déclarables et non imposables | 0,00 | | 0,00 | |
| Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values | 0,00 | | 0,00 | |
| TOTAL | 57 780,99 | EUR | 47,29 | EUR |



Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

ANNEXE SFDR

Dénomination du produit : LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO (ci-après, le "Produit Financier")

Co Produit Einancier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

Identifiant d'entité juridique: 969500INU52L5M3XU344

LBP AM (ci-après, la « Société de Gestion »)

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économique durables sur le plan social. Les investissements durable ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

| ce Floudit i mander a-t-ii un objectii u mvestissement uurabie : | | | |
|---|---|--|--|
| • • OUI | • O NON | | |
| Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental :% dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE | Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif l'investissement durable, il présentait une proportion minimale de 30% d'investissement durables Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l'UE Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l'UE Ayant un objectif social | | |
| Il a réalisé des investissementsdurables ayant un objectif social :% | Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables | | |





Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

La démarche ISR de la gestion du Produit Financier visait à identifier et sélectionner les émetteurs qui :

- Proposaient des innovations, des solutions aux principaux enjeux : démographie, urbanisation, environnement, climat, agriculture, alimentation, santé publique...
- Anticipaient l'importance de ces enjeux par une conduite, une responsabilité sur les quatre axes de la philosophie ISR de la Société de Gestion.

Cette analyse a reposé sur la philosophie GREaT, propre à la Société de Gestion, et articulée autour des 4 piliers suivants :

- Gouvernance responsable
- Gestion durable des Ressources
- Transition Énergétique
- Développement des **T**erritoires
 - Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

| Indicateur | Contrainte assoc | iée | | |
|--|--|--------------------------|----------------------------------|-------|
| Méthodologie d'analyse ESG GREaT | d'analyse ESG GREaT (telle que décrite dans le document précontractuel) doit être supérieure à celle calculée pour son Univers d'Analyse (constitué des valeurs composant le ou les indice(s) suivants : MSCI EMU dividendes nets réinvestis) après exclusion des 20% des émetteurs les plus mal notés (en ce compris les émetteurs exclus au titre de la politique d'exclusion). Cette contrainte fait l'objet d'un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi mis en place par la Société de Gestion sont disponibles à la section "Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?" ci-dessous. A titre d'exemple, le score obtenu au 28/06/2024 est le suivant : | | | |
| | Indicateur | Score du portefeuille* | Score cible (univers – 20%)* | |
| | Score Great Moyen | 3.22 | 3.26 | |
| | Dans le référentiel de | notation GREaT, 1 est la | meilleure note et 10 la plus mau | vaise |



Indicateurs Clés de Performance

Le Produit Financier visait à obtenir une note meilleure que celle de son Benchmark 100% MSCI EMU High Dividend sur les indicateurs spécifiques suivants :

- Empreinte carbone : Mesure les émissions de CO2 attribuables aux investissements du fonds. Cet indicateur est exprimé en tCO2 par millions d'euros investis et couvre les émissions de scope 1 et 2.
- Droits Humains: L'indicateur mesure la part des investissements dans des entreprises signataires du Pacte Mondial des Nations Unies.

Ces contraintes font l'objet d'un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi sont disponibles à la section "Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?" ci-dessous.

A titre d'exemple, le score obtenu au 28/06/2024 est le suivant :

| Indicateur | Score du portefeuille* | Score cible (score de l'univers d'analyse)* |
|-------------------|------------------------------|---|
| Empreinte carbone | 104.96 tCO2/M€ investi | 137.71 tCO2/M€ investi |
| Droits Humains | 99.53 % | 96.82 % |

Investissements dans des activités durables sur le plan environnemental ou social L'actif net du Produit Financier visait un investissement à hauteur de 30% minimum dans des Investissements Durables sur le plan environnemental ou social, tels que définis à la section "Quels sont les objectifs des Investissements Durables que le Produit Financier entend partiellement réaliser et comment l'Investissement Durable contribue-t-il à ces objectifs ?" de l'annexe SFDR au prospectus.

Cette contrainte fait l'objet d'un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi mis en place par la Société de Gestion sont disponibles à la section "Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?" ci-dessous.

A titre d'exemple, au 28/06/2024, le produit financier était investi à hauteur de 68,58% de son actif net dans des titres durables selon la méthodologie définie par la Société de Gestion décrite à la section "Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?" ci-dessous.

LBPAM



...et par rapport aux périodes précédentes ?

Méthodologie d'analyse ESG GREaT

La méthodologie d'analyse propriétaire GREaT, permettant de noter les émetteurs des titres investis par le Produit Financier, peut être utilisée pour appliquer deux stratégies de sélection ESG distinctes:

- Approche en exclusion : les émetteurs de l'univers d'analyse ayant la plus mauvaise note selon la méthodologie d'analyse ESG GREaT sont exclus du portefeuille. Au global, au moins 20% des titres de l'Univers d'Analyse sont exclus après application de cette contrainte combinée avec la politique d'exclusion. Pour cette approche, le score limite correspond à la note limite des titres pouvant être investis par le Produit Financier¹ et le taux d'exclusion précise le taux d'exclusion effectif constaté à la date de clôture de la période considérée.
- Approche en amélioration de note : la note obtenue par le portefeuille selon la méthodologie d'analyse ESG GREaT doit être supérieure à celle calculée pour son Univers d'Analyse après exclusion des 20% des émetteurs les plus mal notés (en ce compris les émetteurs exclus au titre de la politique d'exclusion). Pour cette approche, la note portefeuille correspond à la note ESG moyenne du portefeuille et le score cible correspond à la note de l'univers retraité des 20% des émetteurs les plus mal notés².

Le Produit Financier peut changer de stratégie de sélection lorsque cela est jugé pertinent au regard des spécificités, pouvant varier dans le temps, de son univers d'analyse ainsi que de sa stratégie de gestion. La méthodologie appliquée à date de clôture des périodes précédentes est indiquée à la première ligne du tableau.

| | 2023 |
|--|-----------------|
| Méthodologie | Note Moyenne |
| Score limite/ Score cible | 3.23 |
| Taux d'exclusion/ Note portefeuille | 3.22 |

Indicateurs Clés de Performance

Les indicateurs clés de performance utilisés par le Produit Financier peuvent évoluer pour différentes raisons et notamment lorsque des indicateurs plus pertinents deviennent disponibles ou que cela est rendu nécessaire par la réglementation française ou européenne.

¹ 1 correspond à la meilleure note et 10 à la plus mauvaise. Ainsi, si la note limite indiquée est 7, aucun titre avec une note supérieure ou égale à 7 ne peut être investie par le portefeuille.

² 1 correspond à la meilleure note et 10 à la plus mauvaise.



L'indicateur utilisé à la date de clôture de la période considérée est indiqué à la première ligne du tableau.

Indicateur 1

| | 2023 |
|---------------------------|--|
| Indicateur | Empreinte carbone |
| Description indicateur | Mesure les émissions de CO2 attribuables aux investissements du fonds. Cet indicateur est exprimé en tCO2 par millions d'euros investis et couvre les émissions de scope 1 et 2. |
| Produit financier | 111.28 tCO2/M€ investi |
| Valeur comparable | 155.01 tCO2/M€ investi |

Indicateur 2

| | 2023 |
|------------------------|--|
| Indicateur | Droits Humains |
| Description indicateur | L'indicateur mesure la part des investissements dans des entreprises signataires du Pacte Mondial des Nations Unies. |
| Produit financier | 75.11 % |



| Valeur | 74.27 % |
|------------|---------|
| Comparable | 74.27 % |
| | |

Investissements dans des activités durables sur le plan environnemental ou social

| | 2023 |
|--|--------|
| Poids des investissements durables | 55,69% |

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué?

Le minimum d'investissement durable est précisé dans la question « Ce Produit Financier avait-il un objectif d'investissement durable ? »

Sur la thématique environnementale, les 6 objectifs de la Taxonomie européenne étaient considérés, à savoir :

- 1. L'atténuation du changement climatique;
- 2. L'adaptation au changement climatique ;
- 3. L'utilisation durable et la protection des ressources marines ;
- 4. La transition vers une économie circulaire ;
- 5. La prévention et la réduction de la pollution ;
- 6. La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

La durabilité des investissements n'a pas été évaluée en tenant compte de l'alignement des investissements à la Taxonomie Européenne mais au moyen d'une méthode développée par la Société de Gestion et précisée ci-dessous.

Sur la thématique sociale, les objectifs considérés étaient :

- 1. Le respect et la promotion des droits humains ;
- Le développement des territoires, à travers les relations avec les parties prenantes extérieures à l'entreprise (communautés, clients, fournisseurs etc.) et afin d'adresser les enjeux de relocalisations, de lutte contre les fractures territoriales et de soutien aux acteurs locaux;

Cette stratégie généraliste n'impliquait pas que tout investissement durable réponde à l'ensemble des enjeux environnementaux et sociaux précités, mais que les investissements



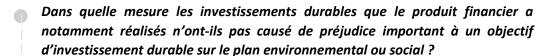


durables devaient répondre à au moins un de ces enjeux, tout en ne nuisant pas de manière significative aux autres thématiques.

La contribution à un des objectifs environnementaux et sociaux précités a été évaluée à partir de différentes sources, dont notamment :

- La méthodologie d'analyse extra-financière « GREaT », propre à la Société de Gestion, qui permet de couvrir l'ensemble des thématiques environnementales et sociales;
- L'engagement de l'émetteur sur une trajectoire de décarbonation de ses activités compatible avec les objectifs des accords de Paris ;
- L'exposition d'un émetteur à des éco-activités telles que définies par le label d'Etat français Greenfin, dédié au financement de la transition énergétique et écologique³.

Une description plus complète des seuils appliqués pour chaque critère est disponible sur le site internet de la Société de Gestion, dans le document « LBP AM-TFSA_Méthodologie investissements durables » disponible ici : https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables



Afin de s'assurer que l'investissement contribuait à un objectif de durabilité, selon la méthode d'analyse présentée ci-dessus, et ne causait pas de préjudice important à tout objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social, la Société de Gestion a systématiquement contrôlé :

- Les pratiques de l'émetteur relatives à sa gestion des ressources humaines et environnementales. Ce point a été contrôlé grâce à la méthodologie d'analyse extra-financière « GREaT » propre à la société de gestion ;
- L'exposition de l'émetteur à des secteurs sensibles sur les aspects environnementaux (déforestation, charbon thermique, pétrole et gaz) avec mise en œuvre d'une politique d'exclusion;
- L'exposition de l'émetteur à une controverse sévère sur les enjeux environnementaux sociaux et de bonne gouvernance.

Des notes limites ou des critères de disqualification sont définis pour chaque élément mentionné ci-dessus. Une description détaillée des seuils appliqués pour chaque critère est disponible sur le site internet de la Société de Gestion, dans le document « LBP AM-TFSA_Méthodologie investissements durables » disponible ici : https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables

³ La liste des éco-activités est disponible sur le site internet du label : <u>Le label Greenfin | Ministères Écologie</u> Énergie Territoires (ecologie.gouv.fr)





Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

 Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le règlement délégué (UE) 2022/1288⁴ définit une liste d'indicateurs permettant de mesurer les incidences négatives d'un émetteur sur les facteurs de durabilité environnementaux et sociaux (ci-après, les « **Indicateurs Concernant les Incidences Négatives »**).

Tous les indicateurs concernant les incidences négatives définis dans le Tableau 1 de l'Annexe 1 du Règlement délégué SFDR sont pris en compte dans l'analyse des potentiels impacts négatifs, soit directement lorsque l'indicateur est intégré tel quel dans l'analyse extra-financière, soit indirectement via l'utilisation d'indicateurs relatifs à la même thématique.

Une description plus complète de la manière dont ces indicateurs ont été intégrés à l'analyse est disponible sur le site internet de la Société de Gestion, un lien vers la page contenant le document « LBP AM-TFSA _ Méthodologie investissements durables » est disponible via :

https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée :

Le respect par les Investissements Durables des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ainsi que des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme a été assuré par les éléments suivants :

- L'application de la politique d'exclusion de la société de gestion relative à ces traités internationaux, doublée d'un contrôle de controverse ad hoc;
- La disqualification des émetteurs identifiés comme ayant des mauvaises pratiques sur le pilier "Gestion durable des ressources" de la méthodologie d'analyse GREaT, qui intégrait des critères relatifs au respect des droits humains et du droit du travail.

Une description détaillée des seuils appliqués pour chaque critère est disponible sur le site internet de la Société de Gestion, dans le document « LBP AM-TFSA _



⁴ Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques.



Méthodologie investissements durables » disponible ici : https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à "ne pas cause de préjudice important" en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'union de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

X Oui

Le Produit Financier a pris en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité au travers des différents éléments de sa stratégie d'investissement, à savoir :

- La politique d'exclusion⁵;
- L'analyse et la sélection des titres en portefeuille, selon la méthode détaillée dans le corps du document précontractuel;
- La politique d'engagement actionnarial et de vote⁶;

Des informations plus détaillées sur la prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont disponibles dans la déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité publié sur le site internet de la Société de Gestion : https://www.lbpam.com/fr/publications/declaration-relative-incidences-negatives-investissement-durabilite .

⁵ Disponible sur le site internet de la Société de Gestion https://www.lbpam.com/fr/publications/politique-exclusion

⁶ Les politiques et rapports sur les pratiques d'engagement et de vote sont disponibles sur le site internet de la Société de gestion https://www.lbpam.com/fr/publications/publications-rapports



Non



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissement du produit financier au cours de la période de

référence, à savoir : 28/06/2024

Au 28/06/2024, les principaux investissements du Produit Financier étaient les suivants :

| Investissement les plus importants | Type d'asset | Secteur | % d'actifs | Pays |
|--|----------------------|----------------------------------|------------|-----------|
| DANONE FP EUR | Actions | Biens de Consommation de Base | 5,61% | France |
| SANOFI FP EUR | Actions | Santé | 5,43% | France |
| AXA SA FP EUR | Actions | Finance | 5,27% | France |
| GENERALI IM EUR | Actions | Finance | 5,19% | Italie |
| MICHELIN (CGDE) FP EUR | Actions | Consommation Discrétionnaire | 5,01% | France |
| OSTRUM SRI CASH Z (C/D) EUR | Autres et Liquidités | | 4,84% | France |
| TOTALENERGIES SE FP EUR | Actions | Énergie | 4,39% | France |
| MERCEDES-BENZ GROUP AG GY EUR | Actions | Consommation Discrétionnaire | 4,35% | Allemagne |
| STELLANTIS NV IM EUR | Actions | Consommation Discrétionnaire | 4% | Italie |
| ALLIANZ SE-REG GY EUR | Actions | Finance | 3,8% | Allemagne |
| DHL GROUP GY EUR | Actions | Industrie | 3,79% | Allemagne |
| BAYERISCHE MOTOREN WERKE AG GY EUR | Actions | Consommation Discrétionnaire | 3,7% | Allemagne |
| KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE N NA EUR | Actions | Biens de Consommation de Base | 3,4% | Pays-Bas |
| KONINKLIJKE KPN NV NA EUR | Actions | Services de Communication | 3,26% | Pays-Bas |
| UPM-KYMMENE OYJ FH EUR | Actions | Matériaux | 3,16% | Finlande |



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?





L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était l'allocation des actifs ?

Le Produit Financier s'est engagé sur une proportion minimale de 80% d'investissement alignés avec les caractéristiques promues par le Produit Financier, conformément aux éléments contraignants de la stratégie d'investissement.

Cet objectif a été atteint avec une proportion réelle de 100% de son actif net au 28/06/2024.

La partie restante de l'investissement du produit financier pouvait être utilisée à des fins de couverture, de gestion de la liquidité, ou de diversification, ainsi que pour générer un rendement financier.

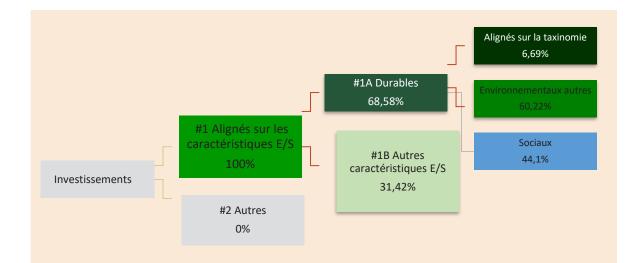
Le produit financier s'était également engagé à investir une proportion minimale de 30% dans des investissements durables, cet objectif a été atteint avec une proportion réelle de 68,58% de son actif net au 28/06/2024.

Par ailleurs, le Produit Financier était investi à hauteur de 60,22% de son actif net dans des "Investissements durables environnementaux autres" et 44,1% de son actif net dans des "Investissements durables Sociaux". Enfin, le Produit Financier était investi à hauteur de 6,69% de son actif net dans des activités alignées avec la Taxinomie Européenne. L'alignement des activités des entreprises sous-jacentes avec la Taxinomie de l'UE n'a pas fait l'objet d'une garantie fournie par un ou plusieurs auditeurs.



⁷ Un investissement peut à la fois être considéré comme durable d'un point de vue environnemental et social s'il répond aux critères de contribution sociale et environnementale décrits à la section "Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?". Cependant, et afin d'éviter tout double-comptage, l'investissement sera compté une seule fois dans le score de durabilité global du portefeuille.





La catégorie **#1** Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier

La catégorie **#2** Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durable** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social ;
- La sous-catégorie **#1B** Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des d'investissement durable.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Au 28/06/2024, la répartition sectorielle des investissements était la suivante :

Investissement en actions, qui représente 99,79% de l'AuM :

| Gics1 | Poids |
|-------------------------------|--------|
| Energie | 7,8% |
| Matériaux | 8,83% |
| Industrie | 8,19% |
| Consommation discrétionnaire | 20,47% |
| Biens de consommation de base | 11,93% |
| Santé | 5,78% |





| Finance | 20,77% |
|------------------------------|--------|
| Technologie de l'information | 0,38% |
| Services de communication | 6,42% |
| Services aux collectivités | 7,8% |
| Immobilier | 1,42% |

Investissement en Autres et Liquidité, OPC et dérivés, qui représente 0,21% de l'AuM :

| Autres | Poids |
|---------------------------------|-------|
| Liquidités et OPC de Trésorerie | 0% |
| OPC | 0% |
| Autres et liquidités | 0,17% |
| Produits dérivés | 0,04% |

Au 28/06/2024, la part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles, telle que définie dans l'annexe I. au règlement délégué SFDR 2022/1288, était de 14,51% de l'actif net du fonds.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE⁸ ?

Le Produit Financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la Taxinomie de l'UE?



Dans le gaz fossile

Dans l'énergie nucléaire



Non

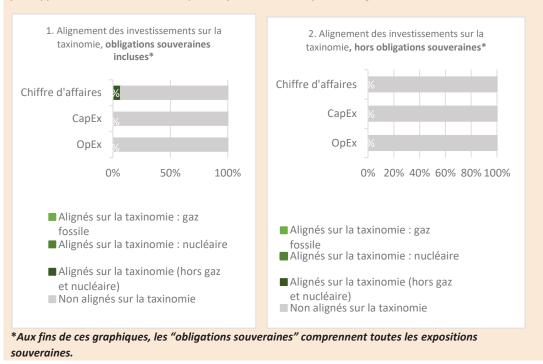
⁸ Les activités liées au gaz fossiles et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conforme à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1212 de la Commission.



Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- Du chiffre d'affaires pour refléter le caractère écologique actuel des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi;
- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, ce qui est pertinent pour une transition vers une économie verte;
- Des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



A ce jour, la société de gestion n'a pas été en mesure de calculer l'alignement taxinomique hors obligations souveraines. Les données ci-dessus ont été calculées au 28/06/2024. A cette date, la proportion d'investissement dans des obligations souveraines était de 0%.

La Société de Gestion travaille actuellement à l'acquisition et à l'intégration de données extra-financière qui lui permettront de produire ce reporting pour le prochain exercice.

Ces indicateurs sont calculés à partir des données taxinomiques publiées par les entreprises ou, lorsque les entreprises ne publient pas l'information ou qu'elles ne sont pas tenues de publier cette information en application de la réglementation européenne, à partir de données estimées par des fournisseurs tiers sur la base des publications de ces entreprises, en ligne avec les exigences fixées par les co-législateurs et superviseurs européens sur le recours aux données estimées.

La Société de Gestion n'a pas été en mesure de calculer ou d'estimer l'alignement avec la Taxinomie des dépenses de CapEx et d'OpEx des entreprises investies par le Produit Financier. La Société s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour produire ses indicateurs pour le prochain exercice.



Les activités habilitantes

permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités transitoires sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.

Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

La proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes était de 0,19% et 5,69% respectivement au 28/06/2024.

Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Non applicable

Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Ce produit avait pour objectif d'investir au moins 30% de son actif net dans des investissements durables.

Cependant, le produit n'avait pris aucun engagement sur le poids des investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE.

Le pourcentage d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'était pas alignés sur la taxinomie de l'UE était de 60,22% au 28/06/2024

Le produit financier a pu investir dans des activités économiques autres que des activités économiques durables sur le plan environnemental car ils contribuaient aux objectifs environnementaux et/ou sociaux promus par ce produit financier.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

Ce produit avait pour objectif d'investir au moins 30% de son actif net dans des investissements durables.

Cependant, le produit n'avait pris aucun engagement sur le poids des investissements durables sur le plan social.

Le pourcentage d'investissements durables ayant un objectif social était de 44,1% au 28/06/2024



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

La catégorie "Autres", qui a représenté 0% de l'actif net de l'OPC au 28/06/2024, contenait tout type d'actifs. Ces actifs pouvaient être utilisés à des fins de couverture, de gestion de la liquidité, ou de diversification, ainsi que pour générer un rendement financier. Ils sont



couverts par les garanties environnementales et sociales minimales suivantes (mises en œuvre sur l'intégralité du portefeuille) :

- Les exclusions appliquées par la Société de Gestion, précisées dans la politique d'exclusion: https://www.lbpam.com/fr/publications/politique-exclusion;
- La politique d'engagement et de vote pour les investissements en actions.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin de veiller au respect, par le Produit Financier, des contraintes extra-financières fixées par le prospectus, et donc de confirmer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales, la Société de Gestion a mis en place un outil de suivi dédié aux caractéristiques environnementales et sociales promues par le Produit Financier. Cet outil vise à assister les gérants dans la modélisation et le suivi des contraintes associées aux caractéristiques du Produit Financier, et notamment les indicateurs définis à la section « Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Produit Financier » de l'annexe SFDR au prospectus. Lorsque des nouveaux indicateurs n'ont pas encore été développés dans l'outil de suivi, les gérants assurent un suivi ad hoc.

La Direction des risques assure également un suivi du respect des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Produit Financier par le biais de contrôles post-trade.

Enfin, le respect du process de gestion sur les caractéristiques extra-financières est intégré au plan de contrôle biannuel réalisé par la fonction de Conformité et du Contrôle Interne.

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?



- En quoi l'indice de référence différait-il d'un indice de marché large?

 Non applicable
- Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?

Non applicable

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Non applicable

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?

Non applicable





Tour Exaltis 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex

FCP LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 juin 2024

FCP LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO

36, quai Henri IV 75004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 juin 2024

Aux porteurs de parts du FCP LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) LBPAM ISR ACTIONS DIVIDENDES EURO relatifs à l'exercice clos le 28 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée-ci avant. Nous n'exprimons donc pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, date de la signature électronique Document authentifié et daté par signature électronique

> Signature numérique de Bertrand DESPORTES

Date: 2024.11.25 16:14:55 +01'00'

Bertrand DESPORTES

Associé